



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 39 du 31 octobre 2008

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 3 novembre 2008

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	663
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	663
CABINET DU PREFET	663
Service interministériel de défense et de protection civile	663
Examen de secourisme - Brevet national de moniteur des premiers secours - BNMPs - Le 6 octobre 2008 à la fédération française de sauvetage et de secourisme - Saint-Max	663
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	663
Bureau des étrangers	663
Extrait de l'arrêté du 24 octobre 2008 portant modification de la composition de la commission d'expulsion des étrangers	663
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	663
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	663
Avis de demande de constitution d'un groupe de travail appelé à élaborer un règlement de publicité à Villers-lès-Nancy	663
Extrait de l'arrêté du 22 octobre 2008 modifiant la composition du comité local d'information et de concertation du site seveso "Titanite à Moutiers" à Moutiers	663
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	664
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	664
Extrait de l'arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle / Vosges) du 21 octobre 2008 autorisant la modification des articles 5 et 11 des statuts du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle	664
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire	664
Extrait de l'arrêté du 21 octobre 2008 autorisant la nomination d'un régisseur d'État titulaire auprès de la police municipale de la commune de Champigneulle	664
Extrait de l'arrêté du 21 octobre 2008 autorisant la nomination d'un régisseur d'État suppléant auprès de la police municipale de la commune de Champigneulle	665
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	665
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE	665
Extrait de la délibération n° 203/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997	665
Extrait de la délibération n° 62/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 septembre 2008	665
Extrait de la délibération n° 63/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 septembre 2008	665
Extrait de la délibération n° 67/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 septembre 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997	666
Extrait de la délibération n° 69/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 septembre 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997	667
Extrait de l'arrêté n° 192/2008 du 21 octobre 2008 approuvant la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire (G.C.S.)	667
Arrêté A.R.H. n° 199/2008 du 1 ^{er} octobre 2008 portant désignation de Monsieur Harry PFISTER, directeur par intérim du centre hospitalier de Bar le Duc à compter du 1 ^{er} octobre 2008	668
Arrêté A.R.H. n° 200/2008 du 15 octobre 2008 portant modification de l'arrêté n° 199 / 2008 du 1 ^{er} octobre 2008 portant désignation de Monsieur Harry PFISTER, directeur par intérim des centres hospitaliers de Bar le Duc et de Fains Veel à compter du 15 octobre 2008	668
Service actions et établissements de santé	668
Extrait de l'arrêté n° 28 du 8 octobre 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou	668
DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT	669
Arrêté n° 08-DRIRE-54-02 du 16 octobre 2008 portant subdélégation de signature	669
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	670
Division d'exploitation de Metz	670
Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-074 en date du 16 octobre 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'entretien de la bretelle Nancy/Paris sur A33	670
Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-075 en date du 20 octobre 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A31, bretelle Beaune-Luxembourg	671
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	672
Arrêté de subdélégation de signature du 13 octobre 2008 de l'ordonnateur secondaire modifiant celui du 2 septembre 2008	672
Service santé - environnement	672
Extrait de l'arrêté n° 1054 du 16 octobre 2008 portant modification de la liste des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST)	672
Arrêté préfectoral du 23 octobre 2008 relatif à la dérivation et l'établissement des périmètres de protection du captage des sources de Beaume-Haie par la commune de Pagny-sur-Moselle en communes de Pagny-sur-Moselle et de Prény qui ont été déclarés d'utilité publique et à l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine	673
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	673
Service association foncière	673
Extrait de l'arrêté 2008/AF/346 du 24 octobre 2008 portant dissolution de l'association foncière de Froville	673
Service économie agricole et aménagement foncier	673
JORF n° 0200 du 28 août 2008 - Texte n° 17 – Extrait du décret du 26 août 2008 autorisant pour une nouvelle période de cinq années la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural de Lorraine à exercer le droit de préemption et à bénéficier de l'offre amiable avant adjudication volontaire	673
Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Verdental - Chazelles-sur-Albe - Gondrexon - Reillon - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2714	674
Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Erbeville-sur-Amezule - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2646	674
Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Erbeville-sur-Amezule - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2655	675
Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Erbeville-sur-Amezule - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2656	675
Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Erbeville-sur-Amezule - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2704	675
Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Champenoux – Erbeville-sur-Amezule - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2703	676
Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Erbeville-sur-Amezule - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2705	676
Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Lagarde (57) - Xures - Emberménil - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2647	677
Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Xures - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2695	677
Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Xures - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2677	677

Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Landecourt - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2640	678
Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mercy-le-Bas - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2691	678
Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fresnois-la-Montagne - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2638	679
Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Grand-Failly - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2676	679
Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Selaincourt - Crepey - Dolcourt - Goviller - Laloef - Vitrey - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2522	679
Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Essey-et-Maizerais - Noviant-aux-Prés - Grosrouvres - Bernecourt - Lironville - Limey-Remenauville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2661	680
Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Trondes - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2670	680
Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Giriviller - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2663	680
Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Anoux - Domprix - Landres - Tucquegnieux - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2622	681
Service forêt, chasse et milieux naturels	681
Décision de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage - Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles - Barème d'indemnisation (2 ^{ème} partie)	681
Décision de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage - Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles - Barème d'indemnisation (3 ^{ème} partie)	681
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	682
Service santé et protection animales	682
Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.122 du 21 octobre 2008 portant délivrance du mandat sanitaire spécialisé au docteur Dominique SEGUIN, vétérinaire à Quiers sur Bezonde (45)	682
Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.124 du 24 octobre 2008 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Israël HARTMAN, vétérinaire à Dieuze (57)	682
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	682
Service de l'habitat	682
Extrait de l'arrêté n° DDE-SHA/08.015 du 16 octobre 2008 autorisant l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » (A.R.S.) à percevoir l'APL des locataires en tiers payant	682
SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES	683
Arrêté n° 330/DDAF/ITEPSA du 23 octobre 2008 fixant pour l'année 2008, les taux des cotisations complémentaires d'assurance maladie, invalidité et maternité, d'assurance vieillesse agricole, de prestations familiales dues au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles, ainsi que les taux des cotisations complémentaires d'assurances sociales agricoles dues pour l'emploi de main-d'œuvre salariée	683
OFFICE NATIONAL DES FORETS	683
Extrait de l'arrêté du 15 octobre 2008 interdisant la circulation sur une route du Domaine privé de l'Etat	683
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	684
Paierie départementale - En date du 9 octobre 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Christian CARBILLET, Inspecteur du Trésor Public	684
AUTRES SERVICES	684
INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	684
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2008 portant modification du conseil départemental de l'éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle	684
AVIS ET COMMUNICATIONS	685
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	685
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	685
Service aménagement, risques et urbanisme	685
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 11892 du 20 octobre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Charency-Vezin	685
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14883 du 20 octobre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Seicheprey	685
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 18561 du 17 octobre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur les communes de Cirey-sur-Vezouze et Bertrambois	685
AUTRES SERVICES	685
CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE	685
Extrait de la décision n° 08-13 du 4 septembre 2008 relative à un traitement de données à caractère personnel relatif à la dématérialisation du Bordereau de Versement Mensuel pour les employeurs qui le souhaitent	685
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	686
Avis de concours interne sur titres de cadre de santé - Filière médico-technique - du 3 novembre 2008	686
LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES	
CABINET DU PREFET	
Service interministériel de défense et de protection civile	
Circulaire du 9 octobre 2008 relative à la découverte d'engins de guerre ou de munitions	
Circulaire du 27 octobre 2008 relative à la nouvelle version du site Internet dédié à la grippe aviaire et au lancement du "guide pratique de la vie quotidienne" en cas de pandémie	
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	
Bureau de la citoyenneté	
Circulaire du 24 octobre 2008 relative à la mise en place des panneaux électoraux lors des élections prud'homales du 3 décembre 2008	
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	
Circulaire du 21 octobre 2008 relative à l'élection des représentants des communes au conseil supérieur de la fonction publique territoriale	
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire	
Circulaire du 29 septembre 2008 relative au recensement de la longueur de la voirie communale	
Circulaire du 2 octobre 2008 relative à la réforme des taxes locales sur la publicité	

Les textes complets de ces circulaires peuvent être consultés auprès des services émetteurs ci-dessus.

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Cabinet du préfet***Service interministériel de défense et de protection civile*

Examen de secourisme - Brevet national de moniteur des premiers secours - BNMP5 - Le 6 octobre 2008 à la fédération française de sauvetage et de secourisme - Saint-Max

5 candidats ont été reçus :

CASTELA REGNIERE	Carole	SEICHAMPS
COTE	Isabelle	JARVILLE
DUCHENE (Mr)	Dominique	CHANTRAINE
MAILLANT	Raphaël	VANDOEUVRE
SURMELY	Aurélié	BAYON

Direction de la réglementation et des libertés publiques*Bureau des étrangers*

Extrait de l'arrêté du 24 octobre 2008 portant modification de la composition de la commission d'expulsion des étrangers

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté du 20 décembre 2007 est modifié de la manière suivante :

Art. 2 : La commission départementale d'expulsion des étrangers visée à l'article L 522-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est composée ainsi qu'il suit :

Président désigné par Madame la Présidente du Tribunal de Grande Instance de Nancy :

- Monsieur Michel LE GUENNEC, Vice-Président du Tribunal de Grande Instance de Nancy.

Membres :

1) désignée par l'Assemblée Générale du Tribunal de Grande Instance de Nancy :

- Madame Christine LEFEVRE-GANAHL, Vice-Présidente chargée de l'application des peines, en qualité d'assesseur ;

2) désignés par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nancy :

- Madame Laurie GUIDI, conseiller au tribunal administratif, en qualité de membre titulaire ;

- Monsieur Jean Marc GUERIN-LEBACQ, conseiller au tribunal administratif, en qualité de membre suppléant.

Art. 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission .

Nancy le 24 octobre 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Direction du développement durable et des politiques interministérielles*Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement*

Avis de demande de constitution d'un groupe de travail appelé à élaborer un règlement de publicité à Villers-lès-Nancy

Par délibération du 29 septembre 2008, le conseil municipal de la ville de VILLERS-LES-NANCY a demandé la constitution d'un groupe de travail relatif à la révision du règlement local de publicité.

Conformément aux dispositions du code de l'environnement en particulier aux articles R.581-36 à R.581-41, pourront être associées à ce groupe de travail, avec voix consultative, et sur leur demande :

- ♦ Les chambres de commerce et d'industrie, de métiers, d'agriculture
- ♦ Les associations locales d'usagers agréées
- ♦ Les professions intéressées

(cinq représentants au total).

Les demandes de participation avec voix consultative devront être adressées par pli recommandé avec avis de réception postale, ou déposées contre décharge, à la préfecture de Meurthe-et-Moselle – direction du développement durable et des politiques Interministérielles – bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 1 rue Préfet Erignac - 54038 NANCY Cedex, dans un délai de 15 jours à compter de la publication de la présente annonce.

Tous les renseignements complémentaires pourront être obtenus à la mairie de VILLERS-LES-NANCY.

Extrait de l'arrêté du 22 octobre 2008 modifiant la composition du comité local d'information et de concertation du site seveso "Titanite à Moutiers" à Moutiers

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté du 18 mai 2005 susvisé est modifié comme suit :

Le comité local d'information et de concertation est composé au maximum de 30 membres répartis en cinq collèges, comme indiqué ci-dessous :

Le collège « administration » comprend :

- M. le préfet ou son représentant,
- Un représentant du service interministériel de défense et de protection civile,
- Un représentant du service départemental d'incendie et de secours,
- Un représentant de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé de l'inspection des installations classées,
- Un représentant de la direction départementale de l'équipement,
- Un représentant de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Le collège « collectivités territoriales » comprend :

- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de Moutiers,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de Auboué,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de Moineville,

- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de Valleroy,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la communauté de communes du Pays de l'Orne,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante du conseil général.

Le collège « exploitants » comprend :

- Au maximum 6 représentants de la société Titanite

Le collège « riverains » comprend :

En qualité de riverains :

- M. Jean-Claude Casse, domicilié à Moutiers ;
- M. Bernard Roos, domicilié à Moutiers ;
- M. Patrick Zawadki, domicilié à Moineville ;
- M. Cyril Di Vicoli, domicilié à Valleroy ;
- Mme Nadine Sylvestri, domiciliée à Valleroy ;

En qualité de personnalités qualifiées :

- M. Philippe Lopez, institut de sûreté industrielle de Vandoeuvre-lès-Nancy

Le collège « salariés » comprend :

- Au maximum 6 salariés satisfaisant aux conditions fixées par l'article D 125-30 VI du code de l'environnement.

Art. 2 : Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 18 mai 2008 portant création du CLIC sont inchangées.

Art. 3 : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de Briey sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du comité et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 22 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Direction des relations avec les collectivités locales

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle / Vosges) du 21 octobre 2008 autorisant la modification des articles 5 et 11 des statuts du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet des Vosges

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation, la majorité qualifiée exigée par les articles L5211-20 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

ARRETER

Art. 1^{er} : Les statuts du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle sont modifiés comme suit :

« Article 5 - Administration et comité syndical

Le syndicat mixte est administré par un comité syndical composé de délégués élus par les communes et les établissements publics intéressés à raison de :

- 1 délégué par commune isolée
- 2 délégués par E.P.C.I. de moins de 5000 hab.
- 4 délégués par E.P.C.I. de 5000 à 9999 hab.
- 6 délégués par E.P.C.I. de 10000 à 19999 hab.
- 8 délégués par E.P.C.I. de 20000 à 29999 hab.
- 10 délégués par E.P.C.I. de 30000 à 49999 hab.
- 1 délégué par tranche de 4 200 hab. pour les E.P.C.I. de plus de 50 000 hab.

Article 11 - Budget

Le budget du syndicat mixte pourvoit aux dépenses de toutes natures imposées par l'exécution des missions constituant son objet, constituées notamment par :

- les frais de fonctionnement courant,
- les frais de personnel,
- les frais d'études et de missions.

Les recettes du syndicat mixte sont constituées par :

- les contributions financières des membres adhérents à hauteur d'un montant proportionnel au nombre d'habitants et fixé chaque année au moment du vote du budget
- les subventions qui pourront être obtenues auprès de l'Union européenne, de l'Etat, de la Région ou du Département
- les subventions et recettes diverses,
- les produits des dons et legs,
- le produit des emprunts éventuels. »

Le reste sans changement.

Art. 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, les sous-préfets de Lunéville et de Toul et le président du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale et aux maires des communes concernés, aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et des Vosges et qui fera l'objet d'une publication aux recueils administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 21 octobre 2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Le préfet des Vosges,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,
Dominique CONCA

Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire

Extrait de l'arrêté du 21 octobre 2008 autorisant la nomination d'un régisseur d'État titulaire auprès de la police municipale de la commune de Champigneulle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Les arrêtés préfectoraux des 24 mars 2003 et 3 février 2004 sont abrogés.

Art. 2 : M. Alain BOISELLE, brigadier chef principal, est nommé en qualité de régisseur titulaire, pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2 212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

Art. 3 : M. Alain BOISELLE est dispensé de constituer un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle conformément aux dispositions fixées par l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Champigneulle et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 21 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 21 octobre 2008 autorisant la nomination d'un régisseur d'État suppléant auprès de la police municipale de la commune de Champigneulle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Les arrêtés préfectoraux des 24 mars 2003 et 3 février 2004 sont abrogés.

Art. 2 : Mme Marie-Josée BONAFFINI, brigadier chef principal, est nommée en qualité de régisseur suppléant, pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2 212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

Art. 3 : Mme Marie-Josée BONAFFINI est dispensée de constituer un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle conformément aux dispositions fixées par l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Champigneulle et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 21 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Extrait de la délibération n° 203/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Considérant la signature du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et le C.P.N. de Laxou, en date du 30 mars 2007,

Considérant la Circulaire DHOS/O2/F2/E4 n° 2007-284 du 16 juillet 2007 relative aux modalités de financement des dépenses d'investissement des unités d'hospitalisation spécialement aménagées (U.H.S.A.) et à l'attribution de subventions F.M.E.S.P.P. pour 2007,

Considérant l'avis de la commission exécutive du 18 décembre 2007,

D É C I D E

Art. 1^{er} : D'allouer les crédits F.M.E.S.P.P. pour les frais d'études liés à la construction de l'U.H.S.A..

Art. 2 : D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer l'avenant au C.P.O.M. concernant l'attribution de ces crédits F.M.E.S.P.P. au C.P.N. de Laxou.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 18 décembre 2007

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 62/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 septembre 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Considérant le 26 mai 2005, date de signature du contrat entre le ministère de la santé de la jeunesse, des sports et de la vie associative et l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

Considérant l'article 2 du contrat entre le ministère de la santé de la jeunesse, des sports et de la vie associative et l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

D É C I D E

D'approuver l'avenant n°2 au contrat conclu entre le ministère de la santé de la jeunesse, des sports et de la vie associative et l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine représentée par le directeur de l'agence.

Nancy, le 16 septembre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 63/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 septembre 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Considérant la lettre réseau LR/DCCRF-3/2008 ;

D É C I D E

1) La composition de l'unité de coordination régionale de Lorraine (U.C.R.) est la suivante :

- Monsieur le Docteur MINEUR, directeur régional du service médical de la région Nord Est, président de l'U.C.R..
- Monsieur le Docteur Michel ORDENER, médecin coordonnateur régional du régime agricole de protection sociale de Lorraine.
- Monsieur le Docteur Jean Yves MELIN, médecin conseil régional (régime des indépendants) du R.S.I. de Lorraine.
- Madame le Docteur Sylvie THIRIET, médecin conseil chef (régime général) D.R.S.M. Nord-Est, coordinateur.
- Madame le Docteur Michèle OSTERMANN, médecin conseil (régime général) à la D.R.S.M. d'Alsace.
- Monsieur le Docteur Gérald ALBERTINI, médecin conseil (régime général) de l'E.L.S.M. de Metz.
- Madame le Docteur Dominique FRANCOIS, médecin conseil (régime général) à l'E.L.S.M. de Nancy.

- Madame le Docteur Laurence ECKMANN, médecin conseil du régime agricole de protection sociale de Lorraine.
- Monsieur le Docteur François WERWY, médecin conseil chef (régime des indépendants) au R.S.I. de Lorraine.
- Monsieur le Docteur Patrice TETERCHEN, médecin conseil (régime des indépendants) au R.S.I. de Lorraine.
- Monsieur le Docteur Patrick AIRAUD, conseiller médical à l'A.R.H. de Lorraine.
- Madame Gisèle HURSON, responsable du département des affaires sanitaires et médico-sociales de la C.R.A.M. du Nord-Est.
- Monsieur Gérard GAUER, inspecteur à la D.R.A.S.S. de Lorraine.
- Monsieur Alain HENRY, secrétaire administratif à la D.R.A.S.S. de Lorraine, en charge du P.M.S.I..
- Monsieur Pascal DUPIC, M.S.A. Lorraine.
- Monsieur Patrice MANGINOT, référent de la cellule de calcul et notification des indus T2A de Lorraine, C.P.A.M. de Nancy.
- Madame Martine DUVILLE-HAAS, référente de la cellule contentieux T2A de Lorraine, C.P.A.M. de Metz.
- Monsieur Daouda CAMARA, chargé de mission P.M.S.I. des établissements privés de Moselle à la C.R.A.M. d'Alsace.
- Monsieur Daniel BOURGER, U.R.S.S.M.E..
La présente délibération sera publiée aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et de la préfecture du département de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 1^{er} octobre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 67/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 septembre 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

D É C I D E

Au vu du contenu des contrats de bon usage des médicaments, produits et prestations 2009-2011, d'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à les signer, pour les établissements de santé suivants :

- La maternité régionale A. Pinard de Nancy
- Le centre hospitalier de Toul,
- Le centre hospitalier de Lunéville,
- Le centre hospitalier de Pont à Mousson,
- La maison hospitalière Saint Charles de Nancy
- La clinique Ambroise Paré de Nancy
- La clinique Saint André de Vandoeuvre les Nancy
- La polyclinique Louis Pasteur d'Essey les Nancy
- La polyclinique Gentilly de Nancy
- Le centre hospitalier de Briey
- L'A.H.B.L. de Mont Saint Martin
- L'hôpital de Joeuf
- L'hôpital de Baccarat
- Le C.H.U. de Nancy
- Le centre Alexis Vautrin de Vandoeuvre les Nancy
- La clinique Jeanne d'Arc de Lunéville
- La polyclinique Majorelle de Nancy
- Le S.I.N.C.A.L.
- Le centre hospitalier de Verdun
- Le centre hospitalier de Commercy
- Le centre hospitalier de Saint Mihiel
- La polyclinique du Parc à Bar le Duc
- Le centre hospitalier de Bar le Duc
- Le centre hospitalier de Forbach
- L'hôpital de Sarralbe
- L'hôpital de Bitché
- Le centre hospitalier Lemire de Saint Avold
- La clinique Saint Nabor de Saint Avold
- L'hôpital de Freyming Merlebach
- Le centre hospitalier de Sarreguemines
- Hospitalor à Forbach
- L'hôpital de Moyeuvre
- La clinique Ambroise Paré de Thionville
- La clinique Notre Dame du Parc à Thionville
- La clinique Sainte Elisabeth à Thionville
- Le centre hospitalier de Boulay
- L'hôpital de Château Salins
- Le centre hospitalier de Creutzwald
- La Clinique Claude Bernard de Metz
- Le C.H.R. de Metz Thionville
- Hospitalor à Saint Avold
- Alpha Santé à Hayange
- L'hôpital de Marange Silvange
- Le S.I.H. Femme / Mère / Enfant de Metz
- Le centre hospitalier de Sarrebourg
- Les hôpitaux privés de Metz
- Le centre hospitalier d'Epinal
- Le centre hospitalier de Gérardmer
- Le centre hospitalier de Saint Dié
- Le centre hospitalier de Neufchâteau
- Le centre hospitalier de Remiremont
- Le centre hospitalier de Vittel
- La clinique l'Arc en Ciel d'Epinal
- La clinique Cardéo de Saint Dié

- La polyclinique la Ligne Bleue d'Epinal

La présente délibération sera publiée aux recueils des actes administratifs des préfectures des départements de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Nancy, le 16 septembre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 69/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 septembre 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

D É C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n° 1 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier de PONT-A-MOUSSON relatif à la reconnaissance de 5 lits identifiés de soins palliatifs de M.C.O..

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 septembre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 192/2008 du 21 octobre 2008 approuvant la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire (G.C.S.)

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'accord de principe formulé le 3 janvier 2006 par les centres hospitaliers de Lunéville, Pont à Mousson, Toul et le centre hospitalier universitaire de Nancy portant sur la création d'un groupement de coopération sanitaire poursuivant et amplifiant la politique de coopération menée dans le cadre de la communauté d'établissement,

A R R E T E

Art. 1^{er} : Dénomination

La convention constitutive du groupement de coopération sanitaire (G.C.S.) dénommé "groupement de coopération sanitaire centres hospitaliers de Lunéville, Pont à Mousson, Toul et le centre hospitalier universitaire de Nancy" est approuvée.

Art. 2 : Objet

Le G.C.S. a pour objet :

De faciliter la prise en charge coordonnée des patients en organisant les filières de soins structurées, puis graduées après la définition par chaque établissement membres, de son projet médical;

De formaliser l'organisation territoriale des soins dans un projet médical coordonné au sein du groupement de coopération sanitaire établissant les complémentarités et les mutualisations sur la base de chaque projet médical des établissements membres;

De garantir aux patients, dans le respect des conditions de sécurité et de qualité, la prise en charge au plus près de son domicile en veillant à assurer la continuité médicale entre les établissements du groupement;

De constituer le cadre d'interventions communes des professionnels médicaux et non médicaux pour mettre en œuvre les actions de coopérations et de partenariat dans les activités d'hospitalisation et de plateau technique, les consultations et toutes autres activités de soins répondant aux besoins des patients;

De permettre le maintien d'un haut niveau de compétences des équipes médicales en favorisant l'exercice sur plusieurs sites;

De mutualiser les réflexions et les moyens pour la mise en place de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences de chaque établissement;

De favoriser l'accès à des équipements ou des activités d'intérêt commun,

De développer des actions de coopération dans les domaines non médicaux (notamment paramédicaux, administratifs, techniques et logistiques)

Art. 3 : Identité de ses membres

Les membres du G.C.S. sont :

- Le centre hospitalier Lunéville

Etablissement public de santé

Dont le siège est : 2 rue Level à 54301 LUNEVILLE (B.P. 206)

- Le centre hospitalier Toul

Etablissement public de santé

Dont le siège est : 1, cours Raymond Poincaré (B.P 70310) 54201 TOUL

- Le centre hospitalier Pont à Mousson

Etablissement public de santé

Dont le siège est : Place Colombé (B.P 269) 54701 PONT à MOUSSON Cedex

- Le centre hospitalier universitaire de Nancy

Etablissement public de santé

Dont le siège est : 29, avenue du maréchal de Lattre de Tassigny (B.P 54 035 Nancy Cedex)

- Le Groupement de Coopération Sanitaire de l'Ouest Vosgien

Etablissement public

Dont le siège est : centre hospitalier de Neufchâteau, 1280 avenue de la division Leclerc - 88307 NEUFCHATEAU Cedex

Art. 4 : Siège social

Le G.C.S. a son siège au :

- C.H.U. de Nancy – direction générale,

29, avenue du maréchal de Lattre de Tassigny (B.P. 54 035 Nancy Cedex)

Art. 5 : Durée de la convention

Le G.C.S. est constitué pour une durée indéterminée qui commencera à courir à compter de la date de la publication de l'acte d'approbation dans les formes légales.

Art. 6 : L'agent comptable sera nommé par arrêté du Ministre chargé du budget.

Art. 7 : Cet arrêté constitue l'avenant n°1 à la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire centres hospitaliers de Lunéville, Pont à Mousson, Toul et le centre hospitalier universitaire de Nancy arrêté 30/07 du 5 janvier 2007.

Art. 8 : Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région dans laquelle le groupement a son siège, et à la préfecture du département de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 octobre 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Arrêté A.R.H. n° 199/2008 du 1^{er} octobre 2008 portant désignation de Monsieur Harry PFISTER, directeur par intérim du centre hospitalier de Bar le Duc à compter du 1^{er} octobre 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.6115-3 et L.6115.4 ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2005-920 du 2 août 2005 portant dispositions relatives à la direction de certains établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2005-921 du 2 août 2005 portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2°, 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2005-932 du 2 août 2005 relatif au régime indemnitaire des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2°, 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Considérant qu'il appartient au directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine de prendre toute mesure nécessaire en vue de faire assurer l'intérim des fonctions de directeur dans les établissements mentionnés par le décret n° 2005-920 du 2 août 2005 ;

Sur la proposition de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et avec l'accord du président du conseil d'administration du centre hospitalier de Bar le Duc ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Monsieur Harry PFISTER, directeur adjoint au centre hospitalier de Bar le Duc, est désigné en qualité de directeur par intérim, dans le cadre de la direction commune, du centre hospitalier de Bar le Duc et du C.H. de Fains-Veel à compter du 15 octobre 2008, et jusqu'au retour du titulaire du poste.

Art. 2 : Monsieur Harry PFISTER pourra bénéficier de l'indemnité d'intérim prévue à l'article 7 du décret n° 2005-932 du 2 août 2005 relatif au régime indemnitaire des personnels de direction et dont le montant est fixé par l'arrêté du 2 août 2005.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la direction de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'à l'inséré. Cet arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meuse.

Nancy, le 1^{er} octobre 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Arrêté A.R.H. n° 200/2008 du 15 octobre 2008 portant modification de l'arrêté n° 199 / 2008 du 1^{er} octobre 2008 portant désignation de Monsieur Harry PFISTER, directeur par intérim des centres hospitaliers de Bar le Duc et de Fains Veel à compter du 15 octobre 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.6115-3 et L.6115.4 ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2005-920 du 2 août 2005 portant dispositions relatives à la direction de certains établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2005-921 du 2 août 2005 portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2°, 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2005-932 du 2 août 2005 relatif au régime indemnitaire des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2°, 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Considérant qu'il appartient au directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine de prendre toute mesure nécessaire en vue de faire assurer l'intérim des fonctions de directeur dans les établissements mentionnés par le décret n° 2005-920 du 2 août 2005 ;

Sur la proposition de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et avec l'accord des présidents des conseils d'administration des centres hospitaliers de Bar le Duc et de Fains Veel ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Monsieur Harry PFISTER, directeur adjoint au centre hospitalier de Bar le Duc, est désigné en qualité de directeur par intérim, dans le cadre de la direction commune, du centre hospitalier de Bar le Duc et du centre hospitalier spécialisé de Fains-Veel à compter du 15 octobre 2008, et jusqu'au retour du titulaire du poste.

Art. 2 : Monsieur Harry PFISTER pourra bénéficier de l'indemnité d'intérim prévue à l'article 7 du décret n° 2005-932 du 2 août 2005 relatif au régime indemnitaire des personnels de direction et dont le montant est fixé par l'arrêté du 2 août 2005.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la direction commune des établissements de santé susvisés ainsi qu'à l'intéressé. Cet arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs des préfectures de Meuse et de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 octobre 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Service actions et établissements de santé**Extrait de l'arrêté n° 28 du 8 octobre 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le Président du Conseil d'Administration élu parmi le collège de représentants des Collectivités Territoriales en la personne de Monsieur Yves WILLER.

Art. 2 : La composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixée comme suit :

1) Un collège de représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :

a) Six représentants du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle :

- Monsieur Yves WILLER, Maire de Mont-sur-Meurthe, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).

- Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),

- Madame Michèle PILOT, Maire de Foug, Vice-Présidente du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),

- Monsieur André BARBIER, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),

- Monsieur Pierre BAUMANN, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),

- Monsieur Serge DE CARLI, Maire de Mont Saint Martin, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).

b) Un représentant de la Commune siège de l'Etablissement :

- Monsieur Jean-Pierre REICHHART, Conseiller Municipal de la Ville de Laxou (fin du mandat en mars 2014).

c) Un représentant de la Région dans laquelle l'Etablissement a son siège :

- Madame Claudine BARTHELEMY, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).

2) Un collège des personnels comportant huit membres :

a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :

- Monsieur le Docteur Jean-Pascal PAREJA, Président de la CME, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
- Madame le Docteur Martine ATTIA, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
- Monsieur le Docteur Bernard KABUTH, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
- Monsieur le Docteur Bernard NORROY, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011).

b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :

- Monsieur Pascal BACROIX, Cadre de Santé (fin du mandat en octobre 2010).

c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :

- Monsieur Luc FERRETTI, représentant le syndicat CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
- Monsieur Pascal NICOLLE, Infirmier, représentant le syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),
- Monsieur Claude ROMBACH, Infirmier, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).

3) Un collège de personnalités qualifiées et de représentants des usagers comportant six membres :

a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :

- Monsieur Henri BRUGIERE, Vice-Président de l'Association "La Soupe pour les Sans Abri" (fin du mandat en novembre 2010),
- Monsieur Jean-Paul SCHLITTER, Médecin non hospitalier (fin du mandat en octobre 2010),
- Madame Sidonie BAUDOT, Infirmière Libérale (fin du mandat en avril 2010).

b) Trois représentants des usagers :

- Monsieur André LOUP, représentant l'Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux (fin du mandat en mai 2012),
- Monsieur Pascal HOULNE, Directeur Général de l'Accueil et Réinsertion Sociale (fin du mandat en janvier 2013),
- Monsieur Michel VIRION, Retraité, représentant l'Association Française des Personnes souffrant de Troubles Obsessionnels Compulsifs (fin du mandat en décembre 2011).

Art. 3 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 27 du 28 mai 2008.

Art. 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 octobre 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement

Arrêté n° 08-DRIRE-54-02 du 16 octobre 2008 portant subdélégation de signature

Le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment son article 38 4° ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 septembre 2008 nommant M. Alain LIGER en qualité de Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.69 du 13 octobre 2008 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine,

ARRETE

Art. 1^{er} : En application de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.69 du 13 octobre 2008 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine, délégation est donnée en cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain LIGER, à Mmes Clémentine MARCOVICI et Catherine LAGNEAU, ingénieurs des mines, MM. Jean-François LAIGRE, ingénieur en chef du génie rural des eaux et des forêts, Norbert LAMBIN, chef de mission, Alain MARNET, secrétaire général, chef de mission.

Art. 2 : Les délégations de signature qui sont conférées à M. Alain LIGER à l'article 1 de l'arrêté n° 08.BMSSE.69 du 13 octobre 2008 susvisé, sont également exercées :

- a) Pour les matières visées au paragraphe 1, par Mme Catherine LAGNEAU, ingénieur des mines, MM. Pascal PELINSKI et Michel GOUTFREIND, chefs de mission, Michel BORGONOVO, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Bruno FERRY et Philippe NICOLAS, attachés principaux d'administration centrale, Mme Bertha BESTEIRO, M. Michel DELVOT, ingénieurs de l'industrie et des mines.
- b) Pour les matières visées au paragraphe 2 de l'arrêté susvisé, par MM. Jean-François LAIGRE, ingénieur en chef du génie rural des eaux et des forêts, Pascal PELINSKI et Bertrand HELBLING, chefs de mission, Mme Pascale HANOCQ, MM. Robert MAZZOLENI et Jean-Luc OURY, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Fabrice JOGUET-RECCORDON, ingénieur de l'industrie et des mines (uniquement dans le cadre de l'intérim du chef du groupe de subdivisions).
- c) Pour les matières visées au paragraphe 3 de l'arrêté susvisé, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER et Jean-Luc OURY, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Fabrice JOGUET-RECCORDON, ingénieur de l'industrie et des mines (uniquement dans le cadre de l'intérim du chef du groupe de subdivisions).
- d) Pour les matières visées au paragraphe 4 de l'arrêté susvisé, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER et Jean-Luc OURY, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Fabrice JOGUET-RECCORDON, ingénieur de l'industrie et des mines (uniquement dans le cadre de l'intérim du chef du groupe de subdivisions).
- e) Pour les matières visées au paragraphe 5 de l'arrêté susvisé, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER et Jean-Luc OURY, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Serge ALDON, ingénieur de l'industrie et des mines, Mme Pascale SAR, ingénieur, ainsi que par :
 - M. Robert DOLLARD, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
 - M. Gilbert BALWA, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
 - M. Thierry DILLER, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
 - M. Jean-Luc RAUBER, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
 - M. Olivier LESIEUR, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
 - M. Michaël ALBRECHT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
 - M. Claude DEREANT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
 - M. Jean-Louis HAVETTE, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
 et pour les affaires visées en 5.4, par :
 - M. François CODET, ingénieur de l'industrie et des mines,
 - M. Michel LASSERRE, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,

- M. Alain VINCENT, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
 - Mme Régine SCHEFFER, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines.
- f) Pour les matières visées au paragraphe 6 de l'arrêté susvisé, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER et Jean-Luc OURY, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Fabrice JOGUET-RECCORDON, ingénieur de l'industrie et des mines (uniquement dans le cadre de l'intérim du chef du groupe de subdivisions).
- g) Pour les matières visées au paragraphe 7 de l'arrêté susvisé, par Mme Clémentine MARCOVICI, ingénieur des mines, MM. Jacques MOLE et Pascal PELINSKI, Chefs de mission, Maxime COURTY et Jean-Luc OURY, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Fabrice JOGUET-RECCORDON, ingénieur de l'industrie et des mines (uniquement dans le cadre de l'intérim du chef du groupe de subdivisions).

Art. 3 : Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 08-DRIRE-54-01 du 4 juin 2008.

Art. 4 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur régional.

Metz, le 16 octobre 2008

Pour le préfet de par délégation,
Le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
Alain LIGER

Direction interdépartementale des routes – Est
Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté n° 2008-Dir-Est-M-54-074 en date du 16 octobre 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'entretien de la bretelle Nancy/Paris sur A33

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Art. 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

Numéro de l'opération.

VOIE	A33 bretelle Nancy/Paris	
Points Repères PR.	PR 10,000 au PR 6,000 dans les deux sens	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Entretien, élagage et débroussaillage	
PERIODE GLOBALE	Du 20 au 24 Octobre 2008 de nuit	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture Bretelle Nancy /Paris	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : DIR-Est/DE de Metz	MISE EN PLACE PAR : District de Nancy/CEI de Fléville

Art. 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	20 octobre 2008 de nuit 21h à 6h	A33 PR 10,200	Élagage débroussaillage	Neutralisation voie de droite par FLR à l'avancement du chantier arrêté permanent
	21 octobre 2008 de nuit 21h à 6h			Fermeture Bretelle Nancy/Paris
	22 octobre 2008 de nuit 21h à 6h			Les usagers sont invités à prendre la section courante de l'A330 direction Epinal, la bretelle Nancy/Ludres de l'échangeur n°5 de Ludres, Rue Pasteur, bretelle Ludres/Nancy, A330 direction Nancy, bretelle Epinal /Paris du croisement autoroutier A33/A330, A33 direction Paris
	23 octobre 2008 de nuit 21h à 6h			arrêté spécifique pour le 20/10/2008 et le 21/10/2008

Art. 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,

diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Art. 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Art. 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Art. 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur de la CUGN de Nancy,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de l'entreprise LEMOINE.

Moulins-lès-Metz, le 16 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-075 en date du 20 octobre 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A31, bretelle Beaune-Luxembourg

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Art. 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31 SENS 1	
Points Repères PR.	PR 248+500 au PR 249+000(Chantier) sens Toul-Nancy	
SECTION	BIFURCATION A31/A33 BRETELLE BEAUNE/LUXEMBOURG	
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement de la couche de roulement	
PERIODE GLOBALE	Du lundi 20 octobre à 20h30 au mercredi 22 octobre à 6h00	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Coupure A31 les nuits du 20 et 21 octobre 2008 de 20h30 à 6h avec déviation Circulation le 21 octobre en journée sur zone rabotée Limitation de vitesse à 70Km/h sur la chaussée rabotée	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : DIR Est – DE de Metz	MISE EN PLACE PAR : District de Metz – CEI Champigneulle

Art. 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	MESURES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du lun 20 octobre 2008 au mer 22 octobre 2008 2 nuits de 20h30 à 6h	246+500 sens Beaune Luxembourg	Coupure A31 avec déviation	Coupure A31 sens Beaune Luxembourg à hauteur de la bifurcation autoroutière A31/A33 à Laxou Neutralisation progressive des voies avec diminution de la vitesse de 100km/h à 90 km/h y compris défense de dépasser tous véhicules. Déviation : La circulation est déviée sur l'A33 en direction de STRASBOURG, l'usager est invité à sortir à l'échangeur 2B Nancy-Brabois afin de reprendre l'autoroute en direction de Nancy/Metz pour rejoindre A31.
2	Mar 21 octobre 2008 de 6h à 20h30	247+900 au 249+100 sens Beaune Luxembourg	Circulation sur zone rabotée	Diminution progressive par palier de la vitesse de 110km/h à 70km/h, interdiction de dépasser aux véhicules de marchandises dont le PTAC ou le PTRAC est supérieur à 3,5 tonnes

Art. 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse .
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Art. 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Art. 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Art. 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Maire de Laxou et de Vandœuvre,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société SCREG/COLAS.

Moulins-lès-Metz, le 20 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales

Arrêté de subdélégation de signature du 13 octobre 2008 de l'ordonnateur secondaire modifiant celui du 2 septembre 2008

Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances de l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2004-174 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du 18 juillet 2007 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Hugues PARANT, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère des affaires sanitaires et sociales ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 août 2008 nommant Monsieur Daniel BOUFFIER en qualité de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle à compter du 1^{er} septembre 2008.

Vu l'arrêté préfectoral OSD/05/08 du 27 août 2008 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, et notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté de subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire du 2 septembre 2008 ;

Considérant les mouvements de personnel intervenus au sein de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté de subdélégation de signature du 2 septembre 2008 est modifié comme suit :

- délégation est retirée à : M. LHUILLIER Jean-François

- délégation est donnée à : Mme BARBASTE Claudine

Art. 2 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle et M. le Trésorier Payeur Général de Moselle, qui en recevront un exemplaire comportant les spécimens de signature.

Art. 3 : M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Mme BARBASTE Claudine, M. le Trésorier Payeur Général de Moselle, M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs.

Nancy, le 13 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

Service santé - environnement

Extrait de l'arrêté n° 1054 du 16 octobre 2008 portant modification de la liste des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté susvisé du 19 septembre 2006 portant désignation des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques est modifié comme suit :

3^{ème} groupe – Neuf représentants d'associations agréées de consommateurs, de pêche et de protection de l'environnement, des professionnels et des experts :

.....(inchangé)

- trois représentants des professions dont l'activité relève du domaine de la compétence de la commission à savoir :

.....(inchangé)

- un représentant de la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle,

Titulaire

M. Laurent ROUYER

(en remplacement de M. GROJEAN)

Suppléant

M. Michel GROJEAN

(en remplacement de M. COLIN)

.....(inchangé)

Art. 2 : Le secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs, et dont ampliation sera adressée aux intéressés ainsi qu'aux Sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul.

Nancy, le 16 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Arrêté préfectoral du 23 octobre 2008 relatif à la dérivation et l'établissement des périmètres de protection du captage des sources de Beaume-Haie par la commune de Pagny-sur-Moselle en communes de Pagny-sur-Moselle et de Prény qui ont été déclarés d'utilité publique et à l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

L'arrêté préfectoral est consultable dans son intégralité, en préfecture de Meurthe-et-Moselle, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (service santé environnement) et en mairies de Pagny-sur-Moselle et de Prény.

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt
Service association foncière

Extrait de l'arrêté 2008/AF/346 du 24 octobre 2008 portant dissolution de l'association foncière de Froville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Constatant que l'association foncière de Froville n'a jamais fonctionné car la commission communale d'aménagement foncier a décidé de ne pas réaliser de travaux connexes et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;

A R R E T E

Art. 1^{er} : L'association foncière de Froville est dissoute.

Art. 2 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de FROVILLE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 24 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Service économie agricole et aménagement foncier

JORF n° 0200 du 28 août 2008 - Texte n° 17 – Extrait du décret du 26 août 2008 autorisant pour une nouvelle période de cinq années la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural de Lorraine à exercer le droit de préemption et à bénéficier de l'offre amiable avant adjudication volontaire

Le Premier ministre

D E C R E T E

Art. 1^{er} : La Société d'aménagement foncier et d'établissement rural de Lorraine, agréée par arrêtés interministériels du 30 mai 1962 et du 29 avril 2002, est autorisée, pour une nouvelle période de cinq années prenant effet à compter de l'expiration de l'autorisation accordée par le décret du 1er septembre 2003 susvisé, à exercer le droit de préemption dans les départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges, sur tous biens immobiliers à utilisation agricole et biens mobiliers qui leur sont attachés, sur tous terrains à vocation agricole ainsi que sur les droits à paiement unique, dans les conditions définies à l'article L. 143-1 susvisé.

La société d'aménagement foncier et d'établissement rural ne pourra exercer son droit de préemption que si les droits de préemption prioritaires prévus aux articles L. 142-3, L. 211-1 ou L. 212-2 du code de l'urbanisme n'ont pas été exercés par leurs titulaires.

Art. 2 : La superficie minimale à laquelle le droit de préemption de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural de Lorraine est susceptible de s'appliquer dans les départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges est fixée à 25 ares.

Cette superficie est fixée à 10 ares dans le massif vosgien tel qu'il est défini par le décret du 20 septembre 1985 susvisé ainsi que dans les communes non encore remembrées des départements de la Moselle et des Vosges.

Cette superficie est ramenée à zéro dans les zones viticoles AOC et VDQS / VQPRD des communes suivantes :

- communes de Lezey, Bruley, Pagny-derrière-Barine, Domgermain, Charmes-la-Côte, Mont-le-Vignoble, Blénod-lès-Toul, Bulligny, dans le département de Meurthe-et-Moselle ;
- communes de Châtilillon-sous-les-Côtes, Watronville, Ronvaux, Haudiomont, Bonzée, Trésauvaux, Combres-sous-les-Côtes, Herbeuville, Hanonville-sous-les-Côtes, Thillot, Saint-Maurice-sous-les-Côtes, Vigneules-lès-Hattonchel, Heudicourt-sous-les-Côtes, Nonsard-Lamarche, Buxières-sous-les-Côtes, Varnéville, Loupmont, Montsec, Apremont-la-Forêt, Girauvoisin, Géville et Frémerville-sous-les-Côtes, dans le département de la Meuse ;
- communes d'Ancy-sur-Moselle, Châtel-Saint-Germain, Contz-les-Bains, Dornot, Fey, Haute-Kontz, Jussy, Laquenexy, Lessy, Lorry-lès-Mardigny, Marange-Silvange, Marieulles-sur-Vezon, Novéant-sur-Moselle, Plappeville, Scy-Chazelles, Sierck-les-Bains, Sainte-Ruffine, Vaux, Vic-sur-Seille, dans le département de la Moselle ;
- communes de La Neuveville-sous-Montfort, Hareville-sous-Montfort, Remoncourt, Domjulien, They-sous-Montfort, Parey-sous-Montfort, Mandres-sur-Vair, Norroy-sur-Vair, Saint-Remimont (secteur de Montfort), de Châtilillon-sur-Saône, Grignoncourt, Lironcourt, les Thons (secteur de Châtilillon-sur-Saône), de Charmes, Vincey, Rugney, Floremont, Savigny, Mirecourt, Villers, Avillers, Poussay, Puzieux, Mazirot, Gugney-aux-Aulx, Bettégney-Saint-Brice, Dompaire, Hennecourt, Bocquegney, Circourt, Derbamont, Bouzemont (secteur de Charmes, Dompaire, Mirecourt), dans le département des Vosges.

Cette superficie est également ramenée à zéro :

- pour les parcelles classées en zones agricoles et naturelles des documents d'urbanisme (zones NC et ND des plans d'occupation des sols ; zones A et N des plans locaux d'urbanisme rendus publics) ;
- dans les périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains visés à l'article L. 143-1 du code de l'urbanisme ;
- dans les périmètres d'aménagement foncier rural en cours définis au 1° du deuxième alinéa de l'article L. 121-1 du code rural, entre les dates fixées par arrêté préfectoral, délibération du conseil général ou arrêté du président du conseil général ordonnant l'ouverture et la clôture des opérations, ainsi que dans le cas de parcelles enclavées au sens de l'article 682 du code civil.

Art. 3 : La Société d'aménagement foncier et d'établissement rural de Lorraine est autorisée à bénéficier des dispositions de l'article L. 143-12 du code rural fixant les conditions dans lesquelles les propriétaires désireux de vendre par adjudication volontaire des biens pouvant faire l'objet de préemption par une société d'aménagement foncier et d'établissement rural déterminée sont tenus de les lui offrir préalablement, à l'amiable, deux mois au moins avant la date prévue pour l'adjudication, à l'exclusion des zones suivantes :

— Département de Meurthe-et-Moselle

— Communauté urbaine de Nancy et district de Pont-à-Mousson.

Art. 4 : Les dispositions de l'article 3 concernent les adjudications volontaires portant sur des fonds d'une superficie supérieure à 25 ares.

Art. 5 : Le ministre de l'agriculture et de la pêche est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Paris, le 26 août 2008

François FILLON
Par le Premier ministre :
Le ministre de l'agriculture et de la pêche,
Michel BARNIER

Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Verdental - Chazelles-sur-Albe - Gondrexon - Reillon - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2714

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 10/10/2008 par Monsieur COLIN Damien à VERDENAL concernant 78,63 ha situés à VERDENAL - CHAZELLES SUR ALBE - GONDREXON et REILLON ; la motivation et le résultat étant l'installation non aidée,
Considérant que Monsieur COLIN Damien renonce aux parcelles appartenant à Monsieur MASSON Roger,
Considérant qu'une demande concurrente devrait être déposée pour les parcelles appartenant au GFA du GRANDSEILLE

D E C I D E

Art. 1^{er} : Monsieur COLIN Damien :

* n'est pas autorisé à exploiter 7.21 ha à :

- CHAZELLES SUR ALBE parcelles ZC 13 – ZD 14

* est autorisé à exploiter 56.23 ha à :

- CHAZELLES SUR ALBE parcelles ZA 12/14/43 - ZC 12/34/36 - ZD 03/04/05/06/07/09/11/13/14/15/16/24/30/32

- GONDREXON parcelles ZB 34/35

- REILLON parcelle ZC 39

- VERDENAL parcelle C 110

objets de la demande qu'il a déposée.

* sont ajournées 15.19 ha à :

- CHAZELLES SUR ALBE parcelle ZD 34

- VERDENAL parcelles C 36/37

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur COLIN Damien.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur COLIN Damien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VERDENAL - CHAZELLES SUR ALBE - GONDREXON et REILLON pour affichage.

Nancy, le 22 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Erbeviller-sur-Amezule - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2646

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 01/08/2008 par le GAEC des JARDINETS (Messieurs L'HUILLIER Arnaud, ADAM Denis et Daniel) à DROUVILLE concernant 57,87 ha situés à ERBEVILLER SUR AMEZULE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
Considérant que la surface du bien cédé étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures.

Considérant que les projets d'installation de l'EARL des SABLES, de M. JOB Pascal, de Mme PERRIN Joëlle sont classés au rang de priorité 1, le projet d'installation sans les aides de l'Etat de Mme COLIN-MARCHAND Anne-Laure et MARCHAND François au rang de priorité 5, les demandes d'agrandissements du GAEC des JARDINETS et de l'EARL du RALENTI au rang de priorité 6 (agrandissement de moins de 150 unités SCOP/UMO).

D E C I D E

Art. 1^{er} : Le GAEC des JARDINETS (composé de Messieurs L'HUILLIER Arnaud, ADAM Denis et Daniel) n'est pas autorisé à exploiter 57,87 ha (ERBEVILLER SUR AMEZULE parcelles A 27/32 - AB 67 - B 10/27 - X 19/21/28/41/43/49/50/52/62/67/74/79/94/125/140/151/153/165/198/200/205 à 208/210/212 – Y 1/6/7/14/23/39/40/45/46/50/51/60/62/66/68/74/77/87/104/124/126/127/138/142/149/160/199/201/205 – YA 3/29 - Z 2/11/12/14/17/28/56 à 58/61) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC des JARDINETS (Messieurs L'HUILLIER Arnaud, ADAM Denis et Daniel).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs L'HUILLIER Arnaud, ADAM Denis et Daniel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'ERBEVILLER SUR AMEZULE pour affichage.

Nancy, le 22 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Erbeviller-sur-Amezule - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2655

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/08/2008 par l'EARL du RALENTI (Madame, Monsieur HERBECK Sandra et Jean-Luc) à COURBESSEAU concernants 57,87 ha situés à ERBEVILLER SUR AMEZULE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement, VU les demandes concurrentes du GAEC des JARDINETS (MM. L'HUILLIER Arnaud, ADAM Denis et Daniel), de M. et Mme COLIN-MARCHAND Anne-Laure et MARCHAND François, de M. JOB Pascal, de Mme PERRIN Joëlle, de M. et Mme BOTTELIN Cyril et Colette.

Considérant que la surface du bien cédé étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures.

Considérant que les projets d'installation de l'EARL des SABLES, de M. JOB Pascal, de Mme PERRIN Joëlle sont classés au rang de priorité 1, le projet d'installation sans les aides de l'Etat de Mme COLIN-MARCHAND Anne-Laure et MARCHAND François au rang de priorité 5, les demandes d'agrandissements du GAEC des JARDINETS et de l'EARL du RALENTI au rang de priorité 6 (agrandissement de moins de 150 unités SCOP/UMO).

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL du RALENTI (composé de Madame, Monsieur HERBECK Sandra et Jean-Luc) n'est pas autorisé à exploiter 57,87 ha (ERBEVILLER SUR AMEZULE parcelles A 27/32 - AB 67 - B 10/27 - X 19/21/28/41/43/49/50/52/62/67/74/79/94/125/140/151/153/165/198/200/205 à 208/210/212 - Y 1/6/7/14/23/39/40/45/46/50/51/60/62/66/68/74/77/87/104/124/126/127/138/142/149/160/199/201/205 - YA 3/29 - Z 2/11/12/14/17/28/56 à 58/61) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL du RALENTI (Madame, Monsieur HERBECK Sandra et Jean-Luc).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur HERBECK Sandra et Jean-Luc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'ERBEVILLER SUR AMEZULE pour affichage.

Nancy, le 22 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Erbeviller-sur-Amezule - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2656

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/08/2008 par l'EARL (Madame, Monsieur COLIN-MARCHAND Anne-Laure et MARCHAND François) à HOEVILLE concernants 57,87 ha situés à ERBEVILLER SUR AMEZULE ; la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat de Mme COLIN-MARCHAND avec son époux et création d'une EARL,

VU les demandes concurrentes du GAEC des JARDINETS (MM. L'HUILLIER Arnaud, ADAM Denis et Daniel) de l'EARL du RALENTI (M. et Mme HERBECK), de M. JOB Pascal, de Mme PERRIN Joëlle, de M. et Mme BOTTELIN Cyril et Colette.

Considérant que la surface du bien cédé étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures.

Considérant que les projets d'installation de l'EARL des SABLES, de M. JOB Pascal, de Mme PERRIN Joëlle sont classés au rang de priorité 1, le projet d'installation sans les aides de l'Etat de Mme COLIN-MARCHAND Anne-Laure et MARCHAND François au rang de priorité 5, les demandes d'agrandissements du GAEC des JARDINETS et de l'EARL du RALENTI au rang de priorité 6 (agrandissement de moins de 150 unités SCOP/UMO).

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL (composé de Madame, Monsieur COLIN-MARCHAND Anne-Laure et MARCHAND François) n'est pas autorisé à exploiter 57,87 ha (ERBEVILLER SUR AMEZULE parcelles : A 27/32 - AB 67 - B 10/27 - X 19/21/28/41/43/49/50/52/62/67/74/79/94/125/140/151/153/165/198/200/205 à 208/210/212 - Y 1/6/7/14/23/39/40/45/46/50/51/60/62/66/68/74/77/87/104/124/126/127/138/142/149/160/199/201/205 - YA 3/29 - Z 2/11/12/14/17/28/56 à 58/61) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL (Madame, Monsieur COLIN-MARCHAND Anne-Laure et MARCHAND François).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur COLIN-MARCHAND Anne-Laure et MARCHAND François, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'ERBEVILLER SUR AMEZULE pour affichage.

Nancy, le 22 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Erbeviller-sur-Amezule - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2704

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 22/09/2008 par Monsieur JOB Pascal à MAZERULLES concernants 57,87 ha situés à ERBEVILLER SUR AMEZULE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation avec les aides de l'Etat de JOB Thomas,

VU les demandes concurrentes du GAEC des JARDINETS (MM. L'HUILLIER Arnaud, ADAM Denis et Daniel) de l'EARL du RALENTI (M. et Mme HERBECK), de M. et Mme COLIN-MARCHAND Anne-Laure et MARCHAND François, de Mme PERRIN Joëlle, de M. et Mme BOTTELIN Cyril et Colette.

Considérant que la surface du bien cédé étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures.

Considérant que les projets d'installation de l'EARL des SABLES, de M. JOB Pascal, de Mme PERRIN Joëlle sont classés au rang de priorité 1, le projet d'installation sans les aides de l'Etat de Mme COLIN-MARCHAND Anne-Laure et MARCHAND François au rang de priorité 5, les

demandes d'agrandissements du GAEC des JARDINETS et de l'EARL du RALENTI au rang de priorité 6 (agrandissement de moins de 150 unités SCOP/UMO).

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur JOB Pascal est autorisé sous réserve d'installation avant le 31/12/2009 à exploiter 57,87 ha (ERBEVILLER SUR AMEZULE parcelles A 27/32 - AB 67 - B 10/27 - X 19/21/28/41/43/49/50/52/62/67/74/79/94/125/140/151/153/165/198/200/205 à 208/210/212 - Y 1/6/7/14/23/39/40/45/46/50/51/60/62/66/68/74/77/87/104/124/126/127/138/142/149/160/199/201/205 - YA 3/29 - Z 2/11/12/14/17/28/56 à 58/61) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JOB Pascal.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JOB Pascal, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'ERBEVILLER SUR AMEZULE pour affichage.

Nancy, le 22 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Champenoux – Erbeville-sur-Amezule - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2703

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/09/2008 par l'EARL des SABLES (Monsieur et Madame BOTTELIN Cyril et Colette) à LANEUVELOTTE concernant 67,09 ha situés à CHAMPENOUX et ERBEVILLER SUR AMEZULE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation avec les aides de l'Etat de Mme Anne-Claire DOYEN au sein de l'EARL des SABLES.

VU les demandes concurrentes du GAEC des JARDINETS (MM. L'HUILLIER Arnaud, ADAM Denis et Daniel) de l'EARL du RALENTI (M. et Mme HERBECK), de M. et Mme COLIN-MARCHAND Anne-Laure et MARCHAND François, de M. JOB Pascal, de Mme PERRIN Joëlle, Considérant que la surface du bien cédé étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures.

Considérant que les projets d'installation de l'EARL des SABLES, de M. JOB Pascal, de Mme PERRIN Joëlle sont classés au rang de priorité 1, le projet d'installation sans les aides de l'Etat de Mme COLIN-MARCHAND Anne-Laure et MARCHAND François au rang de priorité 5, les demandes d'agrandissements du GAEC des JARDINETS et de l'EARL du RALENTI au rang de priorité 6 (agrandissement de moins de 150 unités SCOP/UMO).

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL des SABLES (composé de Monsieur et Madame BOTTELIN Cyril et Colette) est autorisé sous réserve d'installation avant le 31/12/2009 à exploiter 67,09 ha (CHAMPENOUX parcelles A 83/167/191/192/193/194/195/196 - B 17/24/49/58/63/81 - D 208/211/214 - ERBEVILLER SUR AMEZULE parcelles A 27/32 - AB 67 - B 10/27 - X 19/21/28/41/43/49/50/52/62/67/74/79/94/125/140/151/153/165/198/200/205 à 208/210/212 - Y 1/6/7/14/23/39/40/45/46/50/51/60/62/66/68/74/77/87/104/124/126/127/138/142/149/160/199/201/205 - YA 3/29 - Z 2/11/12/14/17/28/56 à 58/61) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL des SABLES (Monsieur et Madame BOTTELIN Cyril et Colette).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur et Madame BOTTELIN Cyril et Colette, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAMPENOUX et ERBEVILLER SUR AMEZULE pour affichage.

Nancy, le 22 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Erbeville-sur-Amezule - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2705

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/09/2008 par Madame PERRIN Joëlle à LANEUVELOTTE concernant 57,87 ha situés à ERBEVILLER SUR AMEZULE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation avec les aides de l'Etat de son fils,

VU les demandes concurrentes du GAEC des JARDINETS (MM. L'HUILLIER Arnaud, ADAM Denis et Daniel) de l'EARL du RALENTI (M. et Mme HERBECK), de M. et Mme COLIN-MARCHAND Anne-Laure et MARCHAND François, de M. JOB Pascal, de M. et Mme BOTTELIN Cyril et Colette,

Considérant que la surface du bien cédé étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures.

Considérant que les projets d'installation de l'EARL des SABLES, de M. JOB Pascal, de Mme PERRIN Joëlle sont classés au rang de priorité 1, le projet d'installation sans les aides de l'Etat de Mme COLIN-MARCHAND Anne-Laure et MARCHAND François au rang de priorité 5, les demandes d'agrandissements du GAEC des JARDINETS et de l'EARL du RALENTI au rang de priorité 6 (agrandissement de moins de 150 unités SCOP/UMO).

DECIDE

Art. 1^{er} : Madame PERRIN Joëlle est autorisé sous réserve d'installation avant le 31/12/2009 à exploiter 57,87 ha (ERBEVILLER SUR AMEZULE parcelles A 27/32 - AB 67 - B 10/27 - X 19/21/28/41/43/49/50/52/62/67/74/79/94/125/140/151/153/165/198/200/205 à 208/210/212 - Y 1/6/7/14/23/39/40/45/46/50/51/60/62/66/68/74/77/87/104/124/126/127/138/142/149/160/199/201/205 - YA 3/29 - Z 2/11/12/14/17/28/56 à 58/61) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame PERRIN Joëlle.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame PERRIN Joëlle, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'ERBEVILLER SUR AMEZULE pour affichage.
Nancy, le 22 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Lagarde (57) - Xures - Emberménil - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2647

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/08/2008 par le GAEC du THAON (Madame, Messieurs LAURENT Elisabeth, Pascal, Cédric et Emmanuel) à DROUVILLE concernant 74,28 ha situés à LAGARDE (57) - XURES et EMBERMENIL ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue d'une installation avec les aides de l'Etat de LAURENT Gauthier,

VU les demandes concurrentes, de l'EARL du PRIEURE (Mme et M. RICHARD Christien et Edith), l'EARL de la PIERRE (M. PIERRE Pascal),
Considérant que la surface du bien cédé étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures.

Considérant que les projets d'installation du GAEC du THAON et de l'EARL du PRIEURE, est classé au rang de priorité 1, la demande d'agrandissement de l'EARL de la PIERRE au rang de priorité 6 (agrandissement de moins de 150 unités SCOP/UMO).

D E C I D E

Art. 1^{er} : Le GAEC du THAON (composé de Madame, Messieurs LAURENT Elisabeth, Pascal, Cédric et Emmanuel) est autorisé sous réserve d'installation avant le 31/12/2009 à exploiter 74,28 ha (EMBERMENIL parcelles ZB 27/28/31 - XURES parcelles ZA 15/20/32/37 - ZB 23/24/31/32/35/36/37/38/39/47/50 - ZC 5/10/15/17/34 - ZD 5/20/21/38/39/40/48/50/56/58 - ZE 23/44/46/49/67 - ZK 28 - B 282/285 - D 9/24/27/31/30/33/42/45/46/50/51/52/55/56/57/66/70/71/73/75/77/79/80/81 - LAGARDE (57) 1- parcelle n° 1) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de GAEC du THAON (Madame, Messieurs LAURENT Elisabeth, Pascal, Cédric et Emmanuel).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs LAURENT Elisabeth, Pascal, Cédric et Emmanuel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LAGARDE (57) - XURES et EMBERMENIL pour affichage.

Nancy, le 22 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Xures - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2695

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/09/2008 par l'EARL du PRIEURE (Monsieur et Madame RICHARD Christian et Edith) à XURES concernant 16,47 ha situés à XURES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation avec les aides de l'Etat de leur fils,

VU les demandes concurrentes du GAEC du THAON (Mme et MM. LAURENT Elisabeth, Pascal, Cédric et Emmanuel), l'EARL de la PIERRE (M. PIERRE Pascal),

Considérant que la surface du bien cédé étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures.

Considérant que les projets d'installation du GAEC du THAON et de l'EARL du PRIEURE, est classé au rang de priorité 1, la demande d'agrandissement de l'EARL de la PIERRE au rang de priorité 6 (agrandissement de moins de 150 unités SCOP/UMO).

D E C I D E

Art. 1^{er} : L'EARL du PRIEURE (composé de Monsieur et Madame RICHARD Christian et Edith) est autorisé sous réserve d'installation avant le 31/12/2009 à exploiter 16,47 ha (XURES parcelles ZA 15/20/32 - ZB 35/47 - ZD 20/21) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL du PRIEURE Monsieur et Madame RICHARD Christian et Edith.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur et Madame RICHARD Christian et Edith, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de XURES pour affichage.

Nancy, le 22 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Xures - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2677

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/09/2008 par l'EARL de la PIERRE (Monsieur le Gérant - PIERRE Pascal) à COINCOURT concernant 12,26 ha situés à XURES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU les demandes concurrentes du GAEC du THAON (Mme et MM. LAURENT Elisabeth, Pascal, Cédric et Emmanuel), de l'EARL du PRIEURE (Mme et Mr RICHARD Christien et Edith),

Considérant que la surface du bien cédé étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures.

Considérant que les projets d'installation du GAEC du THAON et de l'EARL du PRIEURE, est classé au rang de priorité 1, la demande d'agrandissement de l'EARL de la PIERRE au rang de priorité 6 (agrandissement de moins de 150 unités SCOP/UMO).

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL de la PIERRE (composé de Monsieur le Gérant PIERRE Pascal) n'est pas autorisé à exploiter 12,26 ha (XURES parcelles B 282 - ZC 5/10 - ZE 23/67) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de la PIERRE (Monsieur le Gérant PIERRE Pascal).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur le Gérant PIERRE Pascal, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de XURES pour affichage.

Nancy, le 22 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Landecourt - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2640

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/08/2008 par le GAEC du GENOIR (Messieurs VALETTE Sébastien et Jean Christophe) à LANDECOURT concernant 7,92 ha situés à LANDECOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

Considérant que les parcelles de Madame PARISSET devant être reprises par Messieurs VALETTE Sébastien et Jean-Christophe sont actuellement exploitées par Monsieur FLEURENCE Jean-Marc

Considérant que l'opération projetée par le GAEC du GENOIR vise à conforter une exploitation agricole dont les dimensions sont inférieures à 150 équivalents SCOP/UTH, et est, à ce titre, conforme aux orientations définies à l'article 1 du schéma directeur départemental des structures agricoles,

Considérant que la taille des exploitations de Monsieur FLEURENCE Jean Marc et du GAEC du GENOIR (Messieurs VALETTE Sébastien et VALETTE Jean-Christophe inférieure à 150 équivalents SCOP/UMO, ne sont pas très différentes, 98 unités SCOP/UMO pour l'exploitation de Mr FLEURENCE (SAU : 119,23 ha – SCOP : 54,37ha – droits PMTVA : 57 et 70 taurillons) contre 88 unités SCOP/UMO pour le GAEC du GENOIR (SAU : 117,71 ha – SCOP : 176 ha – référence laitière : 389732 L – 20 bœufs) et qu'après reprise, l'exploitation de M. FLEURENCE resterait supérieur à l'unité de référence fixée à 90 ha par l'article 3 du schéma directeur

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC du GENOIR (composé de Messieurs VALETTE Sébastien et Jean Christophe) est autorisé à exploiter 7,92 ha (LANDECOURT parcelles ZC 27 et ZD 6) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du GENOIR (Messieurs VALETTE Sébastien et Jean Christophe).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs VALETTE Sébastien et Jean Christophe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LANDECOURT pour affichage.

Nancy, le 22 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mercy-le-Bas - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2691

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/09/2008 par la SCEA de la BELLE CROIX (Messieurs GOBERT Francis et Pascal et BERTHELEMY François) à FILLIERES concernant 6,07 ha situés à MERCY LE BAS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement, Considérant que la SCEA de la BELLE CROIX a obtenu un avis favorable en date du 28/04/2008 concernant la fusion de la SCEA et de l'exploitation de M. BERTHELEMY sous réserve de restituer les parcelles ZD 12a, ZE 33, ZE 37, situés à MERCY LE BAS à la commune, au plus tard le 11/11/2008.

Considérant que Monsieur MUTELET Jean-Luc, qui avait fait une demande d'autorisation d'exploiter pour ces parcelles en date du 15/04/2008, mais qui conformément à la réglementation n'était pas soumis à autorisation d'exploiter, a à nouveau sollicité les terrains concernés par courrier en date du et que, compte tenu des tailles économiques des deux structures (41 UE/UMO pour M. MUTELET et 132 UE/UMO pour la SCEA de la BELLE CROIX), sa demande relève d'un rang de priorité supérieur,

DECIDE

Art. 1^{er} : La SCEA de la BELLE CROIX (composé de Messieurs GOBERT Francis et Pascal et BERTHELEMY François) n'est pas autorisé à exploiter 6,07 ha (MERCY LE BAS parcelle ZD 12) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA de la BELLE CROIX (Messieurs GOBERT Francis et Pascal et BERTHELEMY François).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs GOBERT Francis et Pascal et BERTHELEMY François, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MERCY LE BAS pour affichage.

Nancy, le 22 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fresnois-la-Montagne - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2638

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 28/08/2008 par Monsieur JACQUE Laurent à CONS LA GRANDVILLE concernant 1,08 ha situés à FRESNOIS LA MONTAGNE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement - Bien libre de location - Bail familial de M. JACQUE Michel en date du 20/07/2008 ,

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur JACQUE Laurent est autorisé à exploiter 1,08 ha (FRESNOIS LA MONTAGNE parcelle ZM 18) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JACQUE Laurent.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JACQUE Laurent, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CONS LA GRANDVILLE pour affichage.

Nancy, le 22 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Grand-Failly - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2676

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 10/09/2008 par Monsieur MAIREL Jean-Martin à LONGUYON concernant 6,72 ha situés à GRAND FAILLY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement .

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur MAIREL Jean Martin est autorisé à exploiter 6,72 ha (GRAND FAILLY parcelles ZI 44 - 45) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MAIREL Jean Martin.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MAIREL Jean Martin, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GRAND FAILLY pour affichage.

Nancy, le 22 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Selaincourt - Crepey - Dolcourt - Goviller - Laloef - Vitrey - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2522

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/09/2008 par le GAEC du MOULIN (Messieurs et Madame VALLANCE Francis, Jean-Sébastien et HENRY Monique) à SELAINCOURT concernant 84,81 ha situés à SELAINCOURT – CREPEY – DOLCOURT – GOVILLER – LALOEUF et VITREY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC du MOULIN (composé de Messieurs et Madame VALLANCE Francis, Jean-Sébastien et HENRY Monique) est autorisé à exploiter 84,81 ha (CREPEY parcelle ZM 14 - DOLCOURT parcelles ZA 01/02 - ZB 36/37/38/62/64/69/70/76 – ZE 53 - D 128 - GOVILLER parcelles AB 1 – S 38 - T 24/25/30 - U 38/41 – X 42/141/151/152/154 - D 2/3/6/19/20/21/22/25/26/27/28/35/52/117/118/581/589/590/621/623/624/628/ 630/635/638/639/ 650/651/654/660/661/670/673/674/676/678/681/700/703/707/704/712/715/716 - LALOEUF parcelle ZC 04 - SELAINCOURT parcelle D 643 – ZA 34/35 - ZC 10/23/35/38/39/50 – ZD 31/35/86 - ZH 09/34/35/47 - VITREY parcelles ZA 33/34) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de GAEC du MOULIN (Messieurs et Madame VALLANCE Francis, Jean-Sébastien et HENRY Monique).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs et Madame VALLANCE Francis, Jean-Sébastien et HENRY Monique, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SELAINCOURT - CREPEY- DOLCOURT – GOVILLER – LALOEUF et VITREY pour affichage.

Nancy, le 22 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Essey-et-Maizerais – Noviant-aux-Prés - Grosrouvres - Bernecourt - Lironville – Limey-Remenauville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2661

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/09/2008 par Monsieur JENNESON Jérôme à PONT A MOUSSON concernant 206,33 ha situés à ESSEY ET MAIZERAIS - NOVIANT AUX PRES - GROSROUVRES - BERNECOURT - LIRONVILLE et LIMEY REMENAUVILLE ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat,

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur JENNESON Jérôme est autorisé à exploiter 206,33 ha (BERNECOURT parcelles ZM 16/17/18/20/21 - ZN 7/8 - ZS 3/4/5/6/7 - ZT 23 - ESSEY MAIZERAIS parcelles ZB 12 - ZK 53/54 - GROSROUVRES parcelles YA 13 - ZB 14/15 - ZE 1/12/13/14/15/16/17/22/23/24 - ZI 3 - LIMEY REMENAUVILLE parcelles ZC 04 - ZE 13 - LIRONVILLE parcelles ZK 14/15 - ZO 40/53/54/55/56 - ZP 9/10/19 - ZR 6/20/82/84/85/86/106/107/117 - NOVIANT AUX PRES parcelles ZB 64/65) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JENNESON Jérôme.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JENNESON Jérôme, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'ESSEY ET MAIZERAIS - NOVIANT AUX PRES - GROSROUVRES - BERNECOURT - LIRONVILLE et LIMEY REMENAUVILLE pour affichage.

Nancy, le 22 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Trondes - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2670

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/09/2008 par le GAEC du SILLON (Messieurs Dominique POTIER, Jean Michel BERNHARDT, Bernard DIEUDONNE, Claude CHOUX) à LAY SAINT REMY concernant 3,89 ha situés à TRONDES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC du SILLON (composé de Messieurs Dominique POTIER, Jean-Michel BERNHARDT, Bernard DIEUDONNE, Claude CHOUX) est autorisé à exploiter 3,89 ha (TRONDES parcelles ZI 0011/0012/0013/0014/0015/0016 - ZH 262) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du SILLON (Messieurs Dominique POTIER, Jean Michel BERNHARDT, Bernard DIEUDONNE, Claude CHOUX).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux intéressés, Messieurs Dominique POTIER, Jean Michel BERNHARDT, Bernard DIEUDONNE, Claude CHOUX, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TRONDES pour affichage.

Nancy, le 22 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Giriviller - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2663

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23/09/2008 par Monsieur PIERRON Olivier à GIRIVILLER concernant 11,5 ha situés à GIRIVILLER ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

Considérant que le 13/03/2008, la CDOA a confirmé l'avis favorable de juillet 2007, à la demande de Monsieur FLEURENCE Jean-Marc pour l'exploitation des parcelles ZC 10 et ZD 41 et que Monsieur PIERRON Olivier a fait l'objet d'un refus, lors de cette même commission, la demande étant jugée moins prioritaire.

Considérant que Monsieur FLEURENCE Jean-Marc a un délai d'une année pour prendre possession des parcelles et que l'autorisation qui lui a été accordée est donc toujours valable.,

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur PIERRON Olivier n'est pas autorisé à exploiter 11,5 ha (GIRIVILLER parcelles ZC 10 - ZD 41) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PIERRON Olivier.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PIERRON Olivier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GIRIVILLER pour affichage.

Nancy, le 22 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 22 octobre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Anoux - Domprix - Landres - Tucquegnieux -
Demande d'autorisation d'exploiter n° 2622**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23/09/2008 par Monsieur LIEGEOIS Frédéric à BRIEY concernant 91,13 ha situés à ANOUX- DOMPRIX - LANDRES et TUCQUEGNIEUX ; la motivation et le résultat étant l'installation individuelle sur 136,73 ha avec les aides de l'Etat (91,13 ha en location et 45,60 biens familiaux),

D E C I D E

Art. 1^{er} : Monsieur LIEGEOIS Frédéric est autorisé à exploiter 91,13 ha (ANOUX parcelles ZA 02/43/44/60 - ZB 09/47/67/68 - ZC 02/03/04 - ZD 33/35 - ZE 86/99 - ZH 01/22/23/24 - DOMPRIX parcelles ZD 2/4 - ZK 6 - LANDRES parcelles V 47/48/50/51/59 - W 82 - TUCQUEGNIEUX parcelles AB 155 - Y 30/251 - Z 6/13/30) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LIEGEOIS Frédéric.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LIEGEOIS Frédéric, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'ANOUX - DOMPRIX - LANDRES et TUCQUEGNIEUX pour affichage.

Nancy, le 22 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent leur notification si les personnes concernées par chaque décision estiment qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte leur contestation :

- *Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.*

- *Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O.38 – 54036 NANCY CEDEX.*

Service forêt, chasse et milieux naturels

Décision de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage - Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles - Barème d'indemnisation (2^{ème} partie)

Lors de la séance du 26 juin 2008, la formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a arrêté les dispositions suivantes pour la campagne 2008 :

Barème d'indemnisation (2^{ème} partie)

Prairies	Perte de fourrage	Prairie artificielle :	11	euros/q
		Prairie naturelle :	11	euros/q
Prairies biologiques	Perte de fourrage	Prairie artificielle :	16,50	euros/q
		Prairie naturelle :	16,50	euros/q

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Décision de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage - Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles - Barème d'indemnisation (3^{ème} partie)

Lors de la séance du 1er octobre 2008, la formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a arrêté les dispositions suivantes pour la campagne en cours :

Liste des estimateurs (additif)

- M. Christian FUZELIER, M. Gérard VIGANO

Barème d'indemnisation (3^{ème} partie)

- Céréales et oléo-protéagineux :

	Blé meunier	Orge d'hiver Escourgeon	Orge de brasserie (printemps)	Orge de brasserie (hiver)	Avoine	Seigle	Triticale	Colza	Pois	Féveroles
En Euros/q	16,80	14,40	18,50	16,30	16,90	15,20	14,80	38,00	20,40	23,70

- Productions biologiques :

Autres productions : cf. barème PROBIOLOR

Dates limites d'enlèvement des récoltes

Céréales (sauf maïs) : 15 septembre

Pois : 15 septembre

Colza d'automne : 15 septembre

Colza de printemps : 1er octobre

Maïs fourrage : 1er novembre

Tournesol : 15 novembre

Maïs grain : 1er décembre

Féveroles : 1er décembre

Betteraves sucrières : 1er décembre

Choux fourragers : 1er mars

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Direction départementale des services vétérinaires
Service santé et protection animales

Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.122 du 21 octobre 2008 portant délivrance du mandat sanitaire spécialisé au docteur Dominique SEGUIN, vétérinaire à Quiers sur Bezonde (45)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1^{er} : Le mandat sanitaire spécialisé prévu à l'article L221-11 du code rural est attribué dans le cadre du contrôle de deux élevages de volailles reproductrices de la Société Grelier-Nibelle, à :

Dominique SEGUIN
Docteur Vétérinaire
MC VET CONSEIL
Z.A.
45270 QUIERS SUR BEZONDE

pour l'élevage de volailles de :

- EARL DE LA CHAUOTTE – M. GEORGE Damien –1- chemin de la Crochatte à MARTINCOURT (54380) ;
- Mme LEMERCIER Jacqueline –9- rue du Paquis à ABONCOURT (54115).

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'ordre des vétérinaires.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies collectives des animaux concernant des élevages d'intérêt génétique particulier ainsi que des élevages d'espèces particulières déterminées par arrêté du Ministre chargé de l'Agriculture.

Art. 4 : En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 21 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Yves LAMBERT

Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.124 du 24 octobre 2008 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Ismaël HARTMAN, vétérinaire à Dieuze (57)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1^{er} : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Ismaël HARTMAN
Docteur Vétérinaire
8, rue Jean-Pierre Claude
57260 DIEUZE

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 : En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 24 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Yves LAMBERT

Direction départementale de l'équipement
Service de l'habitat

Extrait de l'arrêté n° DDE-SHA/08.015 du 16 octobre 2008 autorisant l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » (A.R.S.) à percevoir l'APL des locataires en tiers payant

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1^{er} : L'Association "Accueil et Réinsertion Sociale", compte tenu de son action sociale en matière de logement, est agréée pour bénéficier du versement direct de l'Aide Personnalisée au Logement pour les 21 logements collectifs de type T 1', situés 10-12 boulevard d'Austrasie à NANCY, faisant l'objet de la convention APL n° 54/2/06.2008/94.1129/4986.

Art. 2 : Le présent agrément est accordé sans limitation de durée. Il pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral de retrait en cas de manquements graves de l'Association "Accueil et Réinsertion Sociale" à ses engagements sociaux et après qu'elle ait été mise en demeure de présenter ses observations.

Art. 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental de l'Equipement sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera notifié au Président de l'Association "Accueil et Réinsertion Sociale".

Nancy, le 16 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles

Arrêté n° 330/DDAF/ITEPSA du 23 octobre 2008 fixant pour l'année 2008, les taux des cotisations complémentaires d'assurance maladie, invalidité et maternité, d'assurance vieillesse agricole, de prestations familiales dues au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles, ainsi que les taux des cotisations complémentaires d'assurances sociales agricoles dues pour l'emploi de main-d'œuvre salariée

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'année 2008, les taux complémentaires des cotisations d'assurance maladie, invalidité et maternité, de prestations familiales, d'assurance vieillesse agricole, ainsi que les taux complémentaires d'assurances sociales agricoles dues pour l'emploi de main d'œuvre, sont fixés par les articles suivants :

Section 1 – Assurance maladie, invalidité et maternité

Art. 2 : Le taux des cotisations complémentaires d'assurance maladie, invalidité et maternité assises sur les revenus professionnels ou l'assiette forfaitaire visés aux articles L 731-14 à L 731-22 du code rural, est fixé à 2,71 %.

Section 2 – Prestations familiales agricoles

Art. 3 : Le taux des cotisations complémentaires de prestations familiales assises sur les revenus professionnels ou l'assiette forfaitaire visés aux articles L 731-14 à L 731-22 du code rural, est fixé à 1,04 %.

Section 3 – Assurance vieillesse agricole

Art. 4 : Les taux des cotisations complémentaires d'assurance vieillesse agricole, prévues au a) du 2° et au 3° de l'article L 731-42 du code rural pour les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole assises sur les revenus professionnels ou l'assiette forfaitaire visés aux articles L 731-14 à L 731-22 du même code, sont fixés respectivement à 2,53 % dans la limite du plafond prévu à l'article L 241-3 du code de la sécurité sociale et à 0,25 % sur la totalité des revenus professionnels ou de l'assiette forfaitaire.

Art. 5 : Le taux des cotisations complémentaires d'assurance vieillesse agricole, dues pour les conjoints collaborateurs d'exploitation ou d'entreprise agricole au sens de l'article L 321-5 du code rural, prévues au b) du 2° de l'article L 731-42 du même code et assises sur l'assiette minimum prévue à l'article D 731-120 est fixé à 2,53 %.

Art. 6 : Le taux des cotisations complémentaires d'assurance vieillesse agricole dues pour les aides familiaux majeurs prévues au b) du 2° de l'article L 731-42 du code rural et assises sur l'assiette minimum prévue à l'article D 731-120 est fixé à 2,53 %.

Section 4 – Cotisations d'assurances sociales agricoles

Art. 7 : Le taux des cotisations complémentaires du régime des assurances sociales agricoles afférentes aux risques maladie, maternité, invalidité et décès est fixé à 1,80 % à la charge de l'employeur, sur la totalité des rémunérations ou gains perçus par les salariés de ce dernier. Les taux des cotisations complémentaires du régime des assurances sociales agricoles, afférentes au risque vieillesse, sont fixés à 1,00 % à la charge de l'employeur, sur les rémunérations ou gains perçus par les salariés de ce dernier, dans la limite du plafond prévu à l'article L 241-3 du code de la sécurité sociale et à 0,20 % à la charge de l'employeur, sur la totalité desdits salaires ou gains.

Ces taux sont applicables aux cotisations complémentaires dues au titre de l'activité des métayers mentionnés à l'article L 722-21 du code rural. Pour les rentes d'accident du travail répondant aux conditions édictées par l'article 19 de la loi du 2 août 1949 susvisée, le taux de 0,20 % sur la totalité de la rente n'est pas applicable.

Art. 8 : Par exception aux dispositions de l'article précédent, les taux des cotisations complémentaires du régime des assurances sociales agricoles sont fixés comme suit, pour les catégories suivantes :

	Maladie, maternité, invalidité, décès	Vieillesse	
	Sur la totalité des rémunérations ou gains	Dans la limite du plafond	Sur la totalité des gains ou rémunérations
Stagiaires en exploitation agricole	0,9 %	0,5 %	0,1 %
Bénéficiaires de l'indemnité en faveur de certains travailleurs agricoles, aides familiaux ou salariés (ITAS)	1,62 %	1 %	0,2 %
Employés des sociétés d'intérêt collectif agricole "électricité" (SICAE)	1,45 %		
Fonctionnaires détachés et anciens mineurs maintenus au régime des mines pour les risques vieillesse, invalidité (pension)	1,65 %		
Anciens mineurs maintenus au régime des mines pour les risques maladie, maternité, décès et soins aux invalides	0,1 %	1 %	0,2 %
Titulaires de rente AT (retraités)	1,8 %		
Titulaires de rente AT (non retraités)	1,8 %	1 %	

Art. 9 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à tous les membres du Comité.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Office national des forêts**Extrait de l'arrêté du 15 octobre 2008 interdisant la circulation sur une route du Domaine privé de l'Etat**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Les voies suivantes appartenant au domaine privé de l'Etat en forêt domaniale de Haye sont interdites à la circulation du 15 au 31 octobre en raison des travaux de réfection de celles-ci.

- la rue des Erables
- la route Henry du carrefour avec la rue des Erables au carrefour avec la rue des Frêne
- la rue des Charmes du carrefour avec la rue des Epicéas au carrefour avec la rue des Fusains.

Art. 2 : Les infractions au présent arrêté seront relevées par timbre-amende et sont passibles de la sanction prévue à l'article R 331-3 du Code forestier.

Art. 3 : Cette interdiction ne s'applique pas aux véhicules du service forestier, de la gendarmerie, des services de secours et de lutte contre les incendies.

Art. 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle Nord de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle

Paierie départementale – En date du 9 octobre 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Christian CARBILLET, Inspecteur du Trésor Public

Le soussigné Annie ROUILLEAUX, Payeur Départemental de Meurthe et Moselle

Déclare constituer pour son mandataire spécial et général Christian CARBILLET, Inspecteur du Trésor Public

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Paierie Départementale de Meurthe et Moselle d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Paierie Départementale de Meurthe et Moselle entendant ainsi transmettre à M Christian CARBILLET tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés. Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Christian CARBILLET
Inspecteur du Trésor Public

Signature du mandant
Annie ROUILLEAUX
Payeur Départemental

le cas échéant,

donner délégation à M Christian CARBILLET pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Christian CARBILLET
Inspecteur du Trésor Public

Signature du délégant
Annie ROUILLEAUX
Payeur Départemental

Nancy, le 9 octobre 2008

AUTRES SERVICES**Inspection académique de Meurthe-et-Moselle**

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2008 portant modification du conseil départemental de l'éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

Membres représentant les communes, le département et la Région

A) Communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Madame Nicole FEIDT Maire de TOUL	Monsieur Jean-françois GRANDBASTIEN Maire de FROUARD
Madame Claudine COLAS Maire de MANONVILLER	Madame Josette RENAUX Maire de BACCARAT
Monsieur Michel MARIUZZO Maire de PIENNES	Monsieur René BOURGEOIS Maire de VARANGVILLE

Au titre de la Communauté Urbaine du Grand Nancy

TITULAIRE	SUPPLEANT
Madame Sophie MAYEUX Conseillère Communautaire Adjointe au Maire de NANCY	Madame Mireille GAZIN Conseillère Communautaire Adjointe au Maire de MAXEVILLE

B) Département de la Meurthe-et-Moselle

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Monsieur Louis CAUSERO Conseiller Général	Monsieur Bernard MULLER Conseiller Général MAIRE de BADONVILLER
Monsieur Mathieu KLEIN Vice-Président du Conseil Général	Monsieur Serge DE CARLI Conseiller Général MAIRE de MONT SAINT MARTIN
Monsieur Jean-Claude PISSENE Vice-Président du Conseil Général MAIRE d'AZELOT	Monsieur Alde HARMAND Conseiller Général
Monsieur Maurice VILLAUME Vice-président du Conseiller Général MAIRE de DAMELEVIERES	Madame Michèle PILOT Vice-présidente du Conseiller Général MAIRE de FOU
Monsieur Yves WILLER Conseiller Général MAIRE de MONT SUR MEURTHER	Monsieur Claude BLAQUE Vice-président du Conseiller Général

Membres représentant les personnels titulaires de l'Etat

C) Au titre du S.G.E.N. - C.F.D.T.

TITULAIRE	SUPPLEANT
Monsieur Ludovic KELLER Professeur des écoles Ecole primaire de Moivrons	Madame Isabelle JACQUES Professeur agrégé Lycée Varoquaux Tomblaine

Art. 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy, le 2 juillet 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Direction départementale de l'équipement
Service aménagement, risques et urbanisme

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 11892 du 20 octobre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Charency-Vezin

Par arrêté préfectoral n° 11892 en date du 20 octobre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la rénovation de 12 pavillons Gaume les Cités rue des Cités sur la commune de Charency-Vezin.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14883 du 20 octobre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Seicheprey

Par arrêté préfectoral n° 14883 en date du 20 octobre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation T. jaune Ets CIOILLI, sur la commune de Seicheprey.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 18561 du 17 octobre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur les communes de Cirey-sur-Vezouze et Bertrambois

Par arrêté préfectoral n° 18561 en date du 17 octobre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la création d'un nouveau départ HTAS 240 mm² alu au poste source « Cirey » pour l'alimentation du complexe de loisirs Center Parcs Moselle, sur les communes de Cirey-sur-Vezouze et Bertrambois.

AUTRES SERVICES

Caisse centrale de la mutualité sociale agricole

Extrait de la décision n° 08-13 du 4 septembre 2008 relative à un traitement de données à caractère personnel relatif à la dématérialisation du Bordereau de Versement Mensuel pour les employeurs qui le souhaitent

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

DECIDE

Art. 1^{er} : Les organismes de mutualité sociale agricole veulent poursuivre la simplification des démarches administratives auxquelles sont soumis les employeurs de main d'œuvre adhérents au régime agricole en ajoutant aux déclarations déjà dématérialisées, le Bordereau de Versement Mensuel.

Ce traitement automatisé d'informations à caractère personnel permet aux employeurs qui le souhaitent de saisir directement les données figurant sur ce bordereau via Internet (net-entreprises.fr), de les transmettre via Internet à leur MSA et d'effectuer un téléversement.

La durée d'accessibilité des informations par l'employeur via Internet est de 12 mois. Les BVM saisis en ligne pourront être modifiés jusqu'à la date limite d'envoi de la déclaration. Passé ce délai, il conviendra de contacter la caisse de MSA concernée.

Art. 2 : Les informations concernées par ce traitement sont :

- L'identification de l'employeur (nom, prénom ou raison sociale, adresse, SIRET etc)
- Les éléments permettant le calcul des contributions et des cotisations légales dues à la MSA

Art. 3 : Les destinataires de ces informations sont les caisses de Mutualité Sociale Agricole ainsi que les employeurs qui peuvent accéder à leurs déclarations dématérialisées.

Art. 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant sur place ou par courrier, auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Toute personne peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données la concernant.

Art. 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Bagnolet, le 4 septembre 2008

Le correspondant à la protection
des données à caractère personnel,
Christian FER

Le directeur général adjoint de la caisse centrale
de la mutualité sociale agricole,
François GIN

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE LORRAINE est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Vandœuvre-lès-Nancy, le 13 octobre 2008

Le directeur général,
Jean-Marie GERARD

Centre hospitalier universitaire de Nancy**Avis de concours interne sur titres de cadre de santé - Filière médico-technique - du 3 novembre 2008**

Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière.

Un concours interne sur titres est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :
↳ 1 poste de Manipulateur d'Électroradiologie Médicale Cadre de Santé

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert :

① Aux fonctionnaires hospitaliers

↳ titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent relevant des corps régis par le décret n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989, comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours (soit au 01/01/08), au moins cinq ans de services effectifs accomplis dans un ou plusieurs des corps précités,

② Aux agents non titulaires de la fonction publique hospitalière,

↳ titulaires de l'un des diplômes d'accès à l'un des corps précités et du diplôme de cadre de santé, ayant accompli au moins 5 ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière médico-technique.

Les candidats titulaires des certificats suivants sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter au concours :
Certificat de cadre de laboratoire d'analyses de biologie médicale, Certificat de moniteur cadre manipulateur d'électroradiologie, Certificat de cadre manipulateur d'électroradiologie médicale.

II - RÉCEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,33 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E. – Service Concours – Bureau n° 18
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

UN DÉLAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DÉPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS

Nancy, le 3 novembre 2008

Le directeur des ressources humaines,
Gérard STARK

